



La voix des **sans voix**

“
Rapport sur les **droits de l'homme**
en Corée du Nord
”

우리 나라 사회주의 제도 만세 !



Korea Institute for
National Unification



La voix des sans voix

“

Rapport sur les **droits de l'homme**
en **Corée du Nord**

”

Lee, Wootae

Research Fellow, KINU

Lee, Kyu chang

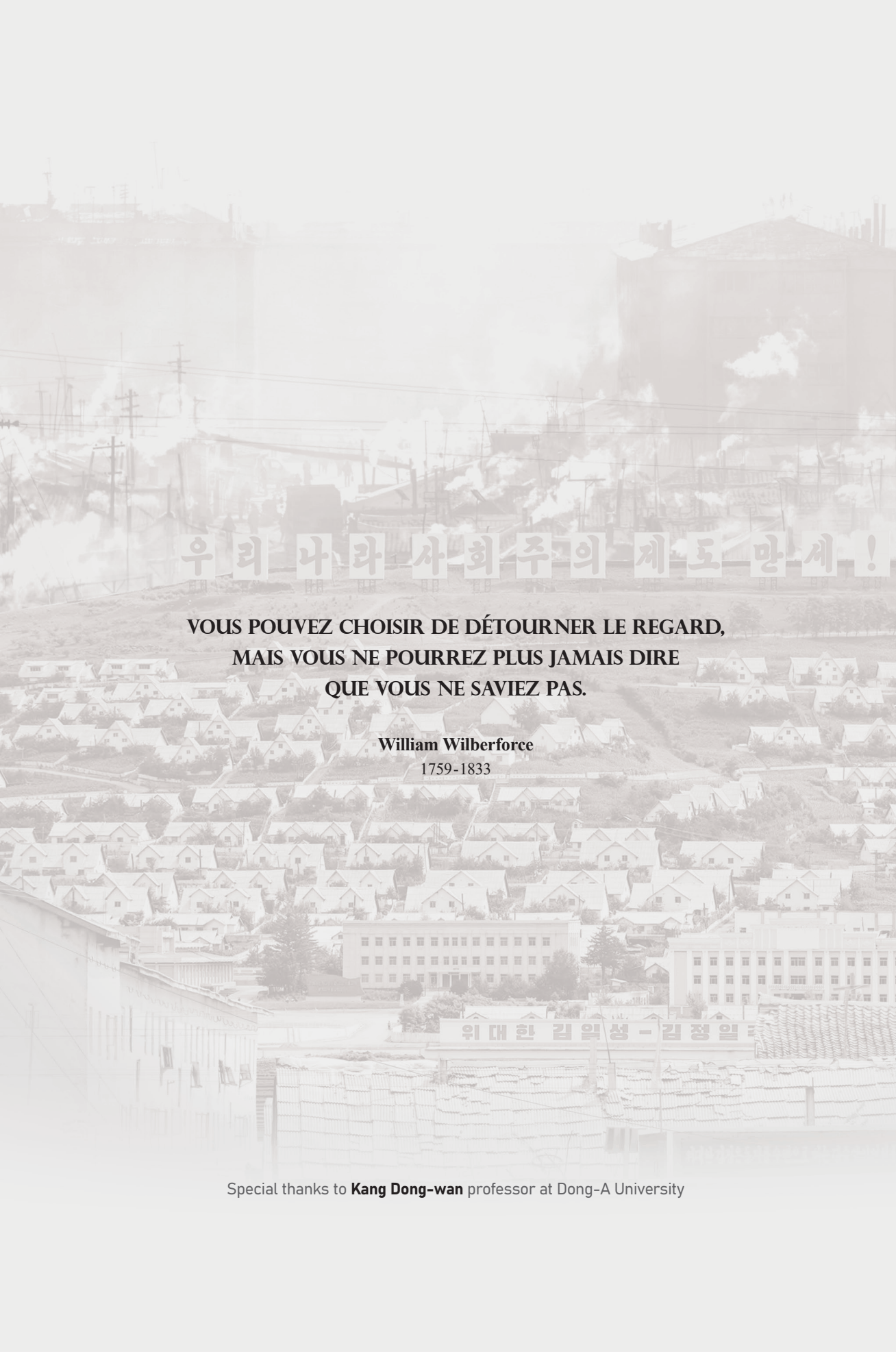
Senior Research Fellow, KINU

Na, Yongwoo

Research Fellow, KINU



Le contenu de ce rapport est l'opinion personnelle de
l'auteur et ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Institut coréen
pour l'unification nationale (KINU)



우리 나라 사회주의 제도 만세 !

VOUS POUVEZ CHOISIR DE DÉTOURNER LE REGARD,
MAIS VOUS NE POURREZ PLUS JAMAIS DIRE
QUE VOUS NE SAVIEZ PAS.

William Wilberforce
1759-1833

위대한 김일성 - 김정일

Special thanks to **Kang Dong-wan** professor at Dong-A University



CONTENTS

7

01

COMPRENDRE LA
CORÉE DU NORD

19

02

RÉALITÉ DES VIOLATIONS DES
DROITS DE L'HOMME
EN CORÉE DU NORD
À L'ÈRE DE KIM JONG-UN

63

03

**EFFORTS DE LA
COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE**
POUR AMÉLIORER
LES DROITS DE L'HOMME
EN CORÉE DU NORD



La voix des sans voix

Rapport sur les droits de l'homme
en Corée du Nord

01

COMPRENDRE LA
**CORÉE DU
NORD**



La voix
des
sans voix

1 Comprendre la Corée du Nord

INFORMATIONS DE BASE SUR LA CORÉE DU NORD



Carte de la
Corée du Nord



Drapeau de la
Corée du Nord



Emblème de la
Corée du Nord



République
populaire
démocratique
de Corée

CAPITALE

Pyongyang



Superficie totale

123,138 km²



Population totale

25,708,000

(2023)



Commerce extérieur

0.713 milliard USD
(2021)

exportations : 82 millions USD
importations : 631 millions USD

CORÉE DU SUD

1,259 milliards USD (2021)



PIB réel par habitant

1,700 USD
(2015)

CORÉE DU SUD

44,200 USD (2021)



Crise alimentaire
chronique

Environ
1 million de tonnes
de pénurie
alimentaire en 2022



Droits de l'homme

« Le
pire
du
pire »

Freedom House
mars 2023



Liberté de la presse

« Contrôle strict
de l'information,
interdiction de
journalisme
indépendant »

RSF
mai 2023



Religion

« Chrétiens
arrêtés, églises
clandestines
fermées »

Open Doors
janvier 2023

CORÉE DU NORD : MOTS-CLÉS

IDÉOLOGIE DU JUCHE (JUCHE SASANG)

L'idéologie dominante qui constitue la base de tous les domaines, notamment la politique, l'économie, la société et la culture en Corée du Nord. En définissant la relation entre le leader et les masses comme une relation de maître-serviteur, elle s'est transformée en un outil permettant de maintenir la dictature d'un seul homme.

POLITIQUE PRIVILÉGIANT L'ARMÉE (SEONGUN JEONGCHI)

La ligne politique de la République populaire démocratique de Corée qui cherche à accorder la priorité à l'armée plutôt qu'au parti pour maintenir la dictature. En Corée du Nord, l'influence de l'armée se reflète non seulement dans la politique et l'économie, mais aussi dans tous les domaines de la société, notamment dans l'éducation, la culture et l'art.

KIMILSUNGISME-KIMJONGILISME

(KIMILSUNG JUI-KIMJONGIL JUI)

Une idéologie qui met l'accent sur la loyauté envers la famille Kim. La Constitution nord-coréenne stipule clairement que le kimilsungisme-kimjongilisme est la seule ligne directrice.

LEADER SUPRÊME (SURYONG)

Une expression nord-coréenne désignant le leader de l'humanité. La Corée du Nord n'accorde le statut du leader suprême qu'à la famille Kim, qui comprend Kim Il-sung, Kim Jong-il et Kim Jong-un. Ce culte glorifie le leader en tant que parent absolu et être divin et oblige à une obéissance inconditionnelle.

JOUR DU SOLEIL (TAEYANGJEOL)

L'anniversaire de Kim Il-sung, le 15 avril, désigné comme la plus

grande fête du pays. Il est célébré dans le but d'idolâtrer Kim Il-sung et de justifier la succession du pouvoir de la famille Kim.

RÉACTIONNAIRE (BANDONG)

Les actions qui s'opposent au chef suprême de la Corée du Nord ou au Parti des travailleurs de Corée. En décembre 2020, la Corée du Nord a promulgué la « Loi sur le rejet de l'idéologie et de la culture réactionnaires » pour écarter les informations et la culture externes qui interfèrent avec le régime de Kim Jong-un.

RELIGION

La Corée du Nord a des édifices dédiés au christianisme et au bouddhisme en apparence. Mais en réalité, les activités religieuses sont interdites. Les organisations religieuses, les églises, les cathédrales, les temples, etc. sont destinés à des fins de propagande externe.

SYSTÈME JUDICIAIRE

Il s'agit d'un système permettant de faire appel deux fois, et l'accusé risque d'être mis à mort avec un seul verdict. Les organes judiciaires nord-coréens étant subordonnés au Parti, il est difficile d'attendre des jugements judiciaires autonomes et neutres. Les avocats ne peuvent défendre les accusés que dans la mesure où les politiques et les jugements du parti sont justifiés.

SYSTÈME DE CASTES BASÉ SUR LA LOYAUTÉ

La Corée du Nord classe les habitants dans l'un des trois groupes suivants en fonction de l'origine et de la loyauté de l'individu: les masses « de base », les masses « complexes » et les restes « de la classe hostile en classes hostiles ». Ce classement détermine non seulement le logement, l'emploi, la nourriture, l'éducation, mais aussi les sanctions.

PUNITION DE REDRESSEMENT PAR LE TRAVAIL PHYSIQUE (NODONG DANRYEONHYEONG)

Une punition qui envoie des personnes jugées coupables dans un lieu particulier pour effectuer des travaux forcés. Certains sont emprisonnés sans procès. La durée de la condamnation varie de 6 mois à 1 an.



PUNITION CORRECTIONNELLE PAR LE TRAVAIL PHYSIQUE

(NODONG GYOHWAHYEONG)

Il s'agit d'une punition infligée dans le but de transformer des personnes jugées coupables en les êtres socialistes par le travail physique. Le droit de vote est par ailleurs retiré aux coupables. La punition varie entre un travail correctionnel à durée limitée jusqu'à 15 ans de prison et de celui à durée indéterminée.

DÉVELOPPEMENT DES ARMES NUCLÉAIRES ET DES MISSILES EN CORÉE DU NORD

Le problème nucléaire nord-coréen a commencé en 1993 lorsque la Corée du Nord a annoncé son retrait du « Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires TNP ». Le problème semble avoir été résolu avec la conclusion de « l'Accord-cadre Agreed Framework » de Genève signé en 1994 par les États-Unis et la Corée du Nord. Cependant, en 2002, des soupçons ont émergé quant au développement d'armes nucléaires à l'uranium enrichi par la Corée du Nord, et le pays a fini par lever le gel de ses installations nucléaires au plutonium. Ainsi, l'Accord de Genève est abandonné et la crise nucléaire nord-coréenne s'est de nouveau aggravée.

Pour résoudre le problème par le dialogue, des pourparlers entre six États dont les deux Corées, les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie ont été engagés. Et le dialogue a porté ses fruits, notamment par la « Déclaration commune du 19 septembre » de 2005, « l'Accord du 13 février » et « l'Accord du 3 octobre » de 2007. Cependant, en raison du refus de la Corée du Nord d'exécuter l'accord,



PHOTOGRAPH SOURCE

« La source de la photographie : Agence centrale de press coréenne », 17 juillet 2022

aucun pourparler entre les six États n'a eu lieu depuis décembre 2008. Alors même que les pourparlers à six étaient en cours, la Corée du Nord a procédé à son premier essai nucléaire en 2006, affirmant ouvertement qu'elle deviendrait une « nation forte et prospère » grâce à l'armement nucléaire. En 2009, après la suspension des pourparlers à six, la Corée du Nord a poursuivi son développement nucléaire en effectuant un deuxième essai nucléaire.

La Corée du Nord a de nouveau provoqué une crise dans la péninsule coréenne en menant une attaque contre le Cheonan, une corvette de la Marine de la République sud-coréenne, en mars 2010 et en bombardant l'Île de Yeonpyeong en novembre de la même année. En 2012, les États-Unis et la Corée du Nord ont tenu des négociations bilatérales et sont parvenus à l'accord du 29 février **accord du jour bissextile**, qui prévoyait l'arrêt du développement nucléaire et des lancements de missiles de la Corée du Nord. Cependant, le 13 avril, lorsque la Corée du Nord a lancé un missile à longue portée et déclaré qu'elle était un « État nucléaire » dans le préambule de la Constitution, l'« accord du 29 février » a perdu tout son sens.

Depuis, la Corée du Nord a effectué le troisième essai nucléaire en février 2013, le quatrième en janvier 2016, le cinquième en septembre de la même année et le sixième en septembre 2017. En outre, afin d'officialiser le statut d'État nucléaire, auquel la communauté internationale s'oppose fermement, la Corée du Nord a déclaré « le statut permanent d'État doté d'armes nucléaires » en mars 2013 et a adopté « une politique parallèle de construction économique et de développement de forces nucléaires **byeongjin noseon** ». Elle a par ailleurs promulgué la « loi sur la consolidation du statut d'un État doté d'armes nucléaires d'autodéfense » en avril. En 2016, elle a clairement énoncé la politique parallèle dans la « Charte du parti » des travailleurs coréens, et a adopté des mesures telles que la « législation sur la politique de la force nucléaire » en septembre 2022.

Malgré trois sommets intercoréens et le sommet entre la Corée du Nord et les États-Unis à Singapour en 2018, la question de la dénucléarisation de la Corée du Nord est à nouveau au point mort, après l'échec du sommet entre la Corée du Nord et les États-Unis qui s'est tenu à Hanoï en 2019. La Corée du Nord continue

de multiplier les provocations depuis 2019. En janvier 2021, Kim Jong-un a déclaré une « lutte pour faire progresser les armes nucléaires » et a affirmé sa volonté de développer des capacités de frappe nucléaire préventive et de riposte, y compris la production d' « ogives nucléaires plus puissantes » ainsi que de développer d' « armes nucléaires tactiques avancées » avec l'achèvement de « la miniaturisation, l'allègement du poids, la standardisation et le développement des armes nucléaires tactiques ». En 2022, en particulier, la Corée du Nord a poursuivi ses provocations, les relevant à un niveau sans précédent, en lançant 71 missiles balistiques au total, dont 8 missiles balistiques intercontinentaux ICBM.

QUELS SONT LES DROITS DE L'HOMME EN CORÉE DU NORD?

En général, les « droits de l'homme » sont reconnus comme une valeur humaine universelle, mais en Corée du Nord, ils revêtent une signification totalement différente. Les droits de l'homme y sont des droits discriminatoires et relatifs qui s'appliquent uniquement à ceux qui se conforment et obéissent au régime. Par conséquent, il n'est pas jugé nécessaire de garantir les droits des individus qui constituent une menace pour le système nord-coréen, comme les traîtres nationaux ou les anti-révolutionnaires. En outre, la Corée du Nord met l'accent sur « sa version des droits de l'homme » en arguant que chaque pays a ses propres normes et formes de garanties en matière de droits de l'homme parce que tous les pays ont des traditions, des ethnies, des cultures et des histoires différentes. Dans le système du « socialisme à la nord-coréenne » le pays tout entier doit être une grande famille harmonieuse sous les bénédictions de Kim Il-sung, Kim Jong-il et Kim Jong-un pour le peuple nord-coréen, de sorte que les questions de droits de l'homme en soi ne peuvent pas avoir lieu d'être.

La Corée du Nord met l'accent sur le « principe collectiviste » selon lequel les intérêts du groupe priment sur les droits et intérêts individuels. De ce fait, les droits individuels, tels que les droits de l'homme, peuvent être restreints à tous

les égards au nom des intérêts du groupe. L'article 63 de la Constitution socialiste de la République populaire démocratique de Corée stipule qu' « en République populaire démocratique de Corée, les droits et devoirs des citoyens reposent sur le principe collectiviste **un pour tous, tous pour un** ». Ainsi, les habitants nord-coréens n'existent pas en tant qu'individus mais en tant que membres de la société et de groupes et la dévotion de soi à la société et au collectif est perçue comme une valeur essentielle.

Par ailleurs, la Corée du Nord affirme que les droits de l'homme sont des « droits d'État » et les attache à la souveraineté. Selon le rapport de l'Association nord-coréenne de recherche sur les droits de l'homme, « comme les droits de l'homme sont une affaire strictement intérieure et ils présupposent la garantie de la souveraineté nationale, ils ne puissent être ni un objet de l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ni un outil visant à la rationaliser ». En partant de ce principe, la RPDC affirme que les droits de l'homme sont des droits nationaux. De ce point de vue, la Corée du Nord considère que la demande de la communauté internationale d'améliorer les conditions des droits de l'homme en Corée du Nord est une manœuvre politique impure qui émane des puissances



PHOTOGRAPH SOURCE

「La source de la photographie :
Agence centrale de press coréenne,
5 juin 2023

occidentales et qui vise à renverser le système nord-coréen au moyen de pressions et de sanctions. Lorsque l'ONU a adopté la résolution sur les droits de l'homme en Corée du Nord pour la 18e année consécutive en avril 2023, le pays a protesté en déclarant que « Ce document a été créé dans le seul but de saper le prestige du pays ». Elle a parallèlement qualifié les pays occidentaux ayant participé à la rédaction de la résolution de « pays qui ont commis toutes sortes de violations des droits de l'homme, y compris des invasions, des massacres et des discriminations raciales », et les a critiqués pour « avoir l'intention de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un État souverain ».

De cette manière, la Corée du Nord insiste sur une conception relative et collectiviste des droits de l'homme, qui serait différente de la conception universelle des droits de l'homme. Ainsi, même sous l'ère Kim Jong-un, les violations systématiques et généralisées des droits humains perpétrées par les autorités continuent d'être commises. Bien que les citoyens nord-coréens se trouvent dans une situation où même leurs moyens de subsistance élémentaires sont menacés, les autorités nord-coréennes poursuivent le développement nucléaire en investissant des ressources financières considérables. Dans le contexte du COVID-19, les autorités ont bloqué les échanges matériels et humains avec le monde extérieur en fermant les frontières pour des raisons de prévention contre l'épidémie et aussi coupé les moyens de subsistance des Nord-coréens par imposer une restriction de la circulation et par fermer les marchés. En outre, comme on peut le constater dans des cas tels que les exécutions publiques et les camps de prisonniers politiques, la liberté des citoyens nord-coréens est opprimée et les droits de l'homme sont violés afin de maintenir le système dictatorial. Les autorités contrôlent et surveillent scrupuleusement ses citoyens pour les empêcher d'accéder aux informations du monde extérieur, et ainsi de faire valoir leurs droits. L'intervention de la communauté internationale est donc inévitable pour améliorer les droits de l'homme en Corée du Nord.



La voix des sans voix

Rapport sur les droits de l'homme
en Corée du Nord

02

RÉALITÉ DES
VIOLATIONS DES
DROITS DE L'HOMME
EN CORÉE DU NORD
À L'ÈRE DE
KIM JONG-UN



La voix
des
sans voix

2 Réalité des violations des droits de l'homme en Corée du Nord à l'ère de Kim Jong-un

VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DES NORD-CORÉENS

01

Contrôle répressif de l'information

« ...les autorités nord-coréennes surveillent les téléphones portables des jeunes et effectuent des perquisitions à domicile pour vérifier s'ils utilisent des photos, des vidéos et des documents provenant de médias étrangers et s'ils utilisent une langue de style sud-coréenne »

Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, mars 2023

Contrôle de l'information pour maintenir le pouvoir dictatorial

La Corée du Nord maintient un gouvernement socialiste basé sur la succession héréditaire du pouvoir. Bien que l'ordre de la Guerre froide ait été démantelé à la fin des années 1980 et que la plupart des systèmes socialistes se soient effondrés, la Corée du Nord a conservé son propre système en contrôlant radicalement l'idéologie et l'information et en se coupant du monde extérieur. Pour cette raison, la Corée du Nord considère le contrôle de l'afflux d'idées et d'informations extérieures comme un élément clé du maintien de son régime. Cependant, ces contrôles sont sources de violations en matière de liberté de pensée et de conscience, de religion, d'expression, de la presse, ainsi que du droit d'accès à l'information par le peuple nord-coréen.

Les progrès de la science et des technologies de l'information et de la communication ont permis aux citoyens nord-coréens d'accéder plus facilement aux informations extérieures. En conséquence, depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, les autorités nord-coréennes ont encore renforcé leur contrôle de l'information extérieure, et les violations du droit des citoyens d'accéder à l'information sont devenues plus alarmantes. Dans le but de contrôler les informations extérieures, Kim Jong-un est même parvenu à promulguer trois lois pernicieuses majeures, dont la « loi sur le rejet de l'idéologie et de la culture réactionnaires » 2020, la « loi sur la garantie de l'éducation des jeunes » 2021 et la « loi sur la protection des langues culturelles de Pyongyang » 2023. En vertu de ces lois, les Nord-coréens peuvent être condamnés à mort s'ils regardent à titre personnel ou distribuent des films, des livres ou des vidéos sud-coréens à la société nord-coréenne, ou encore s'ils utilisent des accents et des polices de style sud-coréen. Les autorités nord-coréennes commettent effectivement des violations des droits de l'homme en condamnant les téléspectateurs d'émissions et d'enregistrements sud-coréens aux exécutions publiques et en les soumettant à la torture et aux traitements sévères dans les centres de détention et les centres correctionnels, ainsi qu'à la détention dans des camps de prisonniers politiques.



PHOTOGRAPH SOURCE

PSCORE, "The Reactionary Ideology and Culture Rejection Act of North Korea", 2023.3.21.

<<http://www.youtube.com/watch?v=Q80pMWkQMby>>

« En novembre 2021, des lycéens ayant regardé « Squid Game » en secret, une série de renommée internationale, à Chongjin, dans la province du Hamgyong du Nord, ont été punis en vertu de la « loi sur le rejet de

l'idéologie et de la culture réactionnaires ». Le premier distributeur a été condamné à mort par arme à feu et le lycéen qui a directement acheté la clé USB contenant la série a été condamné à la prison à perpétuité. Les lycéens l'ayant regardé ensemble ont été condamnés à cinq ans de travaux forcés »

23 novembre 2021, RFA

Contenu étranger : une culture décadente contraire au socialisme

Les autorités nord-coréennes contrôlent strictement l'afflux d'informations qui circulent par le biais de vidéos étrangères. La Corée du Nord définit le contenu venant de l'extérieur comme une « culture décadente contraire au socialisme » et ne cesse de renforcer la censure, la répression et les sanctions contre ce contenu. Le goupe permanent 109, une organisation spéciale créée à cet effet, a été mise en place pour surveiller de manière intensive les contacts des citoyens avec des informations extérieures, et des maisons sont perquisitionnées sans préavis ni mandat pendant le processus de répression.

Il est rapporté que les chansons et les enregistrements chinois font l'objet de punitions de redressement par le travail physique alors que la consommation des séries sud-coréennes entraîne des punitions correctionnelles plus sévères. L'audience des émissions sud-coréennes peuvent recevoir les blâmes plus graves que les consommateurs de drogues. Dans certains cas, il est même probable que le dissident soit envoyé dans un camp de prisonniers politiques. Des témoignages ont émergé, indiquant qu'une proclamation a été publiée aux termes de laquelle quiconque regarde ou distribue des enregistrements sud-coréens serait passible de la peine de mort. D'autres témoignages ont également révélé qu'en cas d'arrestation, le dissident serait fusillé. Malgré l'essai des autorités pour intensifier les contrôles sur l'afflux des informations extérieures et pour renforcer les punitions, la consommation en secret des médias sud-coréens se répand dans la société nord-coréennes.

Censure généralisée des communications

Les téléphones portables utilisés par les citoyens nord-coréens constituent un moyen important d'entrée et de diffusion d'informations externes. Le nombre réel d'utilisateurs de communications sans fil en Corée du Nord est estimé à 4,5 millions, soit 20% de la population totale. Face à la diffusion croissante des téléphones portables et des ordinateurs, les autorités nord-coréennes contrôlent de diverses manières la diffusion interne des informations externes notamment en installant des logiciels d'écoute et de surveillance et des équipements de brouillage et d'écoute électronique. De plus, des mises à jour sont effectuées pour renforcer secrètement les fonctions de surveillance sous prétexte d'actualiser les logiciels des téléphones portables ou des ordinateurs.

Un autre problème réside dans le fait que les sanctions, en cas d'entrée et de transmission d'informations externes par le biais de vidéos ou des téléphones portables, varient selon qu'un pot-de-vin a été versé ou non. Lorsque la possession d'un enregistrement est révélée pendant le contrôle, la capacité à payer sur le champ déterminera si un contrevenant sera puni ou non. En réalité, ceux qui ont la capacité de payer un pot-de-vin souvent s'en sortent au bout de quelques jours ou de quelques mois au lieu des années dans des centres correctionnels.

02

Oppression de l'idéologie, de la conscience et de la religion



Le gouvernement (nord-coréen) continue d'exécuter, de torturer, d'arrêter et de maltraiter physiquement des individus en raison de leurs activités religieuses

Rapport international sur la liberté religieuse 2022, mai 2023



La famille Kim est la seule idéologie

L'article 3 de la Constitution socialiste de la République populaire démocratique de Corée stipule que le « Kimilsungisme-Kimjongilisme » est la seule ligne directrice, soulignant que cette doctrine est la idéologie unique en Corée du Nord. Les citoyens nord-coréens doivent considérer le « Kimilsungisme-Kimjongilisme » comme le code de conduite absolu, et aucune liberté de pensée ou de conscience autre que le Kimilsungisme-Kimjongilisme n'est tolérée. Les autorités nord-coréennes infiltrent des espions du ministère de la sécurité de l'État dans les unités populaires ou des groupes organisés pour surveiller secrètement les activités des citoyens ou pour encourager ces derniers à surveillent les uns les autres. Elles utilisent par ailleurs le kimilsungisme-kimjongilisme pour punir les personnes politiquement insatisfaites en les traitant de dissidents politiques ou idéologiques.

« Un élève de deuxième année(9 ans), coupable d'avoir griffonné au crayon sur les visages de Kim Il-sung et Kim Jong-il dans un manuel, et une grand-mère âgée, coupable d'avoir utilisé un journal contenant des photos de Kim Il-sung et Kim Jong-il comme papier peint, ont entraîné la disparition de l'ensemble de leurs familles »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 176

Le facteur clé qui explique l'absence de liberté de pensée et de conscience en Corée du Nord réside dans le culte de la personnalité issue du régime unitaire de « Suryong **leader suprême** ». En Corée du Nord, où le Suryong domine l'ensemble des aspects de la société, toute idéologie autre que le Kimilsungisme-Kimjongilisme est une idéologie contestataire qui ébranle le régime unitaire du Suryong. Cela explique pourquoi le peuple nord-coréen ne peut même pas imaginer une autre idéologie que le Kimilsungisme-Kimjongilisme. Un transfuge nord-coréen explique : « Les écoles insistent toujours sur le fait que si vous enfoncez le Kimilsungisme-Kimjongilisme, vous serez sévèrement puni, et lorsque vous recevez ce type d'éducation, vous subissez un lavage de cerveau et vous ne voulez rien faire contre cette idéologie. »

Les responsables du Parti des travailleurs de Corée se sont rendus au Palais du Soleil Kumsusan à Pyongyang à l'occasion de l'anniversaire de Kim Jong-il pour lui rendre hommage.

PHOTOGRAPH SOURCE

「La source de la photographie : Agence centrale de presse coréenne」

17 février 2023



Religion, l'opium du peuple

Bien que la Corée du Nord affirme garantir la « liberté de religion », elle jette les bases de l'oppression religieuse en stipulant dans sa constitution socialiste que « la religion ne peut pas être utilisée pour attirer des forces étrangères ou saper l'ordre national et social ». Selon le Rapport de l'Association nord-coréenne de recherche sur les droits de l'homme, « la liberté religieuse n'est autorisée et garantie par la loi nationale que dans la mesure où elle permet de protéger l'ordre social, la sécurité sociétale, la moralité et d'autres droits de l'homme. » Il souligne qu'en principe, la religion est sous le contrôle de l'État.

Depuis l'établissement du régime, la Corée du Nord restreint les activités religieuses de ses citoyens, conformément aux enseignements de Kim Il-sung selon lesquels « la religion est l'opium du peuple ». De plus, de nombreux chrétiens ont été opprimés au motif qu'ils avaient un impact négatif sur le maintien du régime nord-coréen. En effet, les citoyens sont éduqués en subissant un lavage de cerveau si bien qu'ils sont amenés à penser que « la religion est vaine et fausse » et que les missionnaires en Corée du Nord sont des « gens méchants ». De ce fait, les nord-coréens ne peuvent pas s'intéresser à la religion, et le mot « missionnaire » suscite leur peur^❶. Par ailleurs, Kim Jong-un a promulgué la « loi sur la garantie de l'éducation des jeunes » en 2021, interdisant légalement les « activités religieuses et superstitieuses » et stipulant que la religion est passible de sanctions.

❶ Ministère sud-coréen pour l'Unification, « Rapport sur les droits de l'homme en Corée du Nord 2023 », p.184.

« En 2015, deux femmes ont été exécutées dans la province du Hwanghae du Nord pour avoir propagé le christianisme, et en 2018, deux personnes ont été exécutées publiquement à Pyongseong, ville de la province de Pyongan du Sud, pour possession d'une Bible. De plus, en 2019, un groupe dirigeant secrètement une église a été découvert à Pyongyang, ce qui a amené 5 personnes à l'exécution publiquement, 7 à l'envoi aux camps de travail (Kwanlliso), 30 à la condamnation aux punitions de redressement par le travail physique, et environ 50 autres, dont des membres de leur famille, à la déportation de Pyongyang vers d'autres régions en province. »

Rapport sur les droits de l'homme en Corée du Nord 2023 p. 185

Kenneth Bae, un Américain d'origine coréenne, est entré en Corée du Nord le 3 novembre 2012. Il a été ensuite détenu pour possession d'une Bible. En avril 2013, il a été condamné à 15 ans de travaux forcés pour motifs « d'actes hostiles contre la République ». Il a ensuite été libéré le 8 novembre 2014 et est retourné aux États-Unis.

PHOTOGRAPH SOURCE

« La source de la photographie : Agence centrale de presse coréenne »
20 janvier 2014



03

Pénurie alimentaire chronique



Condamnant la République populaire démocratique de Corée pour ses politiques nationales qui détournent de plus en plus ses ressources vers la recherche d'armes nucléaires et de missiles balistiques au détriment du bien-être de son peuple et de son accès à l'alimentation...

Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 4 avril 2023



La plus grave pénurie alimentaire depuis la « Marche ardue »

La communauté internationale continue d'envoyer des avertissements sur la grave situation alimentaire de la Corée du Nord. On estime que la production céréalière moyenne de la Corée du Nord sur les six années comprises entre 2016 et 2022 était d'environ 4,6 millions de tonnes, ce qui entraînerait une pénurie alimentaire d'environ 1 million de tonnes chaque année. Cela signifie que tous les citoyens nord-coréens connaissent une pénurie alimentaire de 2 à 3 mois chaque année. De plus, entre 2019 et 2021, le nombre total de personnes sous-alimentées en Corée du Nord a été estimé à 10,7 millions, soit 41,6% de la population totale.^②

PHOTOGRAPH SOURCE Kang Dong-wan professor at Dong-A University



② "The State of Food Security and Nutrition in the World 2022", annoncé conjointement par la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'OMS »

Ce chiffre dépasse les 7,9 millions au début des années 2000, juste après la fin de la période de la « Marche ardue », qui fut une période de grande famine en Corée du Nord.^③

Fermeture des frontières durant la pandémie

Lorsque la pandémie de COVID-19 est survenue en 2020, la Corée du Nord a bloqué tous les échanges humains et matériels avec le monde extérieur en prenant des mesures pour fermer ses frontières et démobiliser tout le personnel des organisations internationales y stationnées. Le pays, qui comblait chaque année sa pénurie alimentaire grâce au soutien de la communauté internationale, semble avoir souffert d'une pénurie alimentaire plus grave en raison du blocus frontalier. De plus, avec l'interdiction de mouvement des citoyens en raison de la propagation du COVID-19 en Corée du Nord en mai 2022, le commerce alimentaire aurait été considérablement réduit, et il y a même eu des habitants morts de faim dans certaines régions. Malgré cela, les autorités nord-coréennes ont catégoriquement rejeté le soutien de la communauté internationale, le considérant comme une tentative des impérialistes de les subjuguer et de les dominer.

« Depuis quelques temps, des dizaines de personnes meurent de faim chaque jour en raison de la pénurie alimentaire à Kaesong, sans parler des dommages causés par le froid intense. Placés dans ces situations extrêmement difficiles, certains décident même de se suicider. Kaesong est une zone administrative de la Corée du Nord appelée « ville spéciale » ou « village riche » et le fait que des décès causés par la famine se soient produits dans cette région porte à croire que la situation de pénurie alimentaire dans d'autres régions est encore plus grave. »

6 février 2023, Yonhap

③ « Rapport 2006 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde » (The State of Food Insecurity in the World 2006)

Effondrement du rationnement public

Le système officiel d'approvisionnement alimentaire en Corée du Nord - le système de rationnement - ne fonctionne pas correctement. Un rationnement discriminatoire et discontinu ne résout en rien la pénurie alimentaire des habitants. La nourriture distribuée au niveau national est principalement dispensée aux personnes travaillant dans les institutions du pouvoir de l'État, de sorte que le peuple ne reçoit aucune ration, ou s'il en reçoit, il ne s'agit que d'une très petite quantité. Afin de garantir leur sécurité alimentaire, des citoyens nord-coréens font pousser des légumes dans leur jardin ou défrichent des terres dans les montagnes à proximité de leur domicile. Cependant, ces activités dévastent les forêts et aggravent les dégâts causés par les inondations. De ce fait, les autorités nord-coréennes ont limité cette pratique depuis 2015, ce qui a conduit à une pénurie alimentaire plus grave des citoyens nord-coréens.



04

Violations des droits humains contre les femmes et les enfants



La Corée du Nord a le taux le plus élevé d'« esclavage moderne ».
Il s'agit d'un système dans lequel les victimes n'ont pas la possibilité
de refuser des situations d'exploitation en raison de menaces,
de violence, de coercition ou de tromperie.

Le nombre est de 104,6 pour 1 000 personnes.
C'est le taux le plus élevé parmi les pays enquêtés

Rapport sur l'indice mondial de l'esclavage 2023, mai 2023



La meilleure société pour le respect des femmes?

Selon le rapport national du troisième examen périodique universel **EPU** de 2019 et l'examen national volontaire **ENV** de 2021, la Corée du Nord prétend garantir les droits des femmes dans le but de respecter l'égalité des sexes. Cependant, en réalité, le sexisme est profondément ancré dans la société nord-coréenne : les hommes sont considérés comme supérieurs aux femmes, les rôles des femmes



PHOTOGRAPH SOURCE Kang Dong-wan professor at Dong-A University

sont définis selon les stéréotypes sexuels, et les femmes sont discriminées en raison de leur sexe.

La « Loi nord-coréenne sur la protection des droits des femmes » interdit toute forme de violence conjugale et stipule que les violations seront passibles de poursuites administratives ou pénales. Cependant, comme les autorités nord-coréennes considèrent la violence conjugale comme un simple problème domestique, elles interviennent rarement dans les problèmes de ce type. Les principales causes de violence conjugale sont la pauvreté économique, l'infidélité, l'alcool et la drogue. Pourtant, comme les femmes exposées à la violence conjugale ne sont pas protégées par l'État et la société, peu de cas sont condamnés pour violence conjugale. En revanche, les citoyens nord-coréens ne sont pas assez conscients de la question de la violence sexuelle et même les femmes ne l'identifient souvent pas comme telle, à moins que cette violence ne s'accompagne de violence physique. Des témoignages de transfuges nord-coréens rapportent qu'en Corée du nord, déclare les cas de viol à la police comme les actes de violence banale parce que les victimes de viol sont souvent socialement stigmatisées, et aussi parce que les résidents ne considèrent pas les violences sexuelles commises par des connaissances comme une viol.

« En Corée du Nord, dans 70 à 80% des foyers, les femmes sont victimes de la violence commise par les hommes. Cependant, comme la loi reste silencieuse sur ce problème, les femmes sont battues chaque jour. »

Rapport sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 368

« J'ai été victime de nombreux harcèlements sexuels de la part des hommes en rentrant chez moi le soir, mais je n'ai jamais vu de cas où ils ont été punis pour ce type de comportement. Le harcèlement sexuel et l'agression sexuelle sont des phénomènes courants en Corée du Nord »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 372

Un paradis pour les enfants qui n'ont rien à envier au reste du monde?

Les enfants ne sont pas mûrs physiquement ou mentalement et nécessitent une protection et une considération particulières, telles que la protection juridique appropriée. En 1990, la Corée du Nord a adhéré à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, adoptée en 1989, et dans un rapport soumis au Comité des droits de l'enfant de l'ONU en 2017, elle autoévalue que « les enfants nord-coréens jouissent pleinement de leurs droits et leur bien-être est promu à un niveau plus élevé grâce à la politique d'amour des enfants du chef suprême Kim Jong-un ».

Cependant, les enfants nord-coréens reçoivent une éducation politique et idéologique excessive et sont souvent mobilisés pour des événements de propagande politique et du régime, si bien qu'ils n'ont pas suffisamment de temps pour se reposer et se divertir. Les élèves en voyant leur droit à l'éducation transgressé, sont mobilisés pour défiler lors des journées commémoratives nationales, participer à la chorale les jours d'élection et donner des représentations lors d'événements commémorant les anniversaires du décès de Kim Jong-il. De plus, les élèves sont contraints de pratiquer la gymnastique collective même durant les week-ends et jusque tard dans la nuit pour célébrer l'anniversaire de Kim Il-sung **le Jour du Soleil, 15 avril** malgré des températures froides. Certains élèves s'effondrent alors qu'ils pratiquent la gymnastique collective pendant 3 à 4 heures dans la chaleur de l'été.

L'Union des Enfants de Corée(KCU) est une organisation mise en place pour l'éducation idéologique des enfants et des adolescents.

Les autorités nord-coréennes ont mobilisés les membres de l'union pour participer au cérémonie où les répliques de lance-roquettes multiples leur sont remises.

PHOTOGRAPH SOURCE

「La source de la photographie :
Agence centrale de press coréenne」
7 juin 2023



Les élèves suivent une formation militaire obligatoire et, en plus du programme d'études officiellement décrété, ils sont fréquemment mobilisés pour divers types de travaux après l'école ou pendant les heures de cours. D'après le témoignage d'un transfuge nord-coréen, les élèves apprennent pendant l'entraînement militaire le tir à arme à feu, le démontage et le montage des armes à feu, la reptation, la garde et la règlementation militaire, y compris les exercices du tir réel le dernier jour de l'entraînement. Au printemps, ils sont mobilisés pour le désherbage et la plantation du riz, et à l'automne, pour l'arrachage des pommes de terre. La mobilisation rurale obligatoire commence chaque année tôt le matin, ce qui pèse sur leur santé physique et mentale. Les élèves sont également mobilisés pour travailler sur des chantiers de construction, comme le transport de sable ou de gravier, ou pour travailler dans l'exploitation forestière ou la construction de chemins de fer. La Corée du Nord prétend que toutes les formes de travail des enfants sont interdites par la loi et ont été éradiquées, mais en réalité, les enfants sont mobilisés pour diverses activités agricoles et de construction, ce qui leur inflige des souffrances physiques et mentales.

« Les autorités nord-coréennes ont fait entrer environ soixante-dix élèves du collège de Pyongsong, un établissement d'enseignement pour orphelins âgés de 12 à 15 ans, dans la troupe de choc à grandes vitesses de Pyeongnam et les ont envoyés sur le chantier de construction du district de Seopo, à Pyongyang. »

9 mai 2023, Quotidien NK

PHOTOGRAPH SOURCE

Kang Dong-wan professor at Dong-A University



05

Contrôle des déplacements et expulsion



La Corée du Nord a donné aux gardes-frontières un ordre d'« exécution inconditionnelle » pour toute entrée et sortie illégales. Il existe des articles selon lesquels certains citoyens tentant de fuir la Corée du Nord ont en réalité été tués

Rapport mondial 2023 de Human Rights Watch, janvier 2023



Contrôle de déplacement anachronique

Bien que la Constitution nord-coréenne stipule « la liberté de résidence et de voyage » [article 75](#), les autorités nord-coréennes restreignent strictement la liberté de mouvement de leurs citoyens. Avant toute chose, les citoyens nord-coréens doivent obtenir un permis de voyage pour se rendre dans d'autres régions, et lorsqu'ils se rendent à Pyongyang ou dans les zones frontalières, ils sont soumis à un contrôle et à une gestion plus stricts. La Corée du Nord contrôle strictement les mouvements de ses citoyens en stipulant légalement que « toute personne qui enfreint les règles de voyage sera punie d'un maximum de trois mois de travail non rémunéré ou de rééducation par le travail ».

Les mineurs doivent être accompagnés d'un tuteur qui a reçu un permis de voyage, et même lorsqu'il s'agit d'affaires officielles, un permis de voyage d'affaires est nécessaire pour se déplacer en Corée du Nord. Les patients ne peuvent voyager qu'après avoir reçu un certificat médical et une attestation précisant le emplacement de l'hôpital ou la résidence d'un membre de la famille qui prend en charge des soins. De plus, à leur arrivée à destination, les citoyens doivent recevoir une



Délivrance du laissez-passer frontalier

confirmation d'un responsable des unités populaires de la zone d'arrivée, s'inscrire au registre des hébergements et obtenir l'approbation du ministère de la Sécurité sociale. Comme il faut compter au moins une semaine pour l'obtention d'un document de voyage, il y a une fréquence croissante de cas où des résidents soudoient des fonctionnaires pour faciliter le procès. Depuis 2015, au moment où Kim Jong-un a pris le pouvoir, on observe même que le prix du pot-de-vin est formé pour obtenir les documents.

« A Sinuiju, il en coûte environ 200 yuans pour aller à Pyongyang et environ 100 yuans pour se rendre à Chongjin alors qu'il en coûte 200 yuans de Chongjin à Sinuiju. Alors que le coût pour passer d'une zone spéciale comme Pyongyang à une zone générale est faible, le coût pour passer d'une zone générale à une zone spéciale est deux fois plus élevé en termes de pots-de-vin »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 118

Par ailleurs, après l'apparition du COVID-19, la Corée du Nord a promulgué la loi sur la quarantaine d'urgence et mis en œuvre des mesures de blocus, de restriction, d'entrave et de quarantaine pour contrôler minutieusement les mouvements des citoyens. La loi sur la quarantaine d'urgence stipule que la violation des mesures de quarantaine est même passible de la peine de mort. Il est donc à craindre que les citoyens soient susceptibles de faire l'objet de sanctions pénales excessives.

Il ne faut pas entraver le peuple

Les autorités nord-coréennes ont expulsé des personnels politiquement impures, des dissidents et leurs familles, et ont identifié ceux issus d'« origines non fiables » et les ont transférés en grand nombre vers les zones rurales. La « déportation forcée » est un acte de relocalisation forcée par l'État qui porte gravement atteinte à la liberté de circulation et de résidence. Cependant, après

l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, la Corée du Nord a étendu les avantages accordés aux citoyens de Pyongyang, tels que les rations alimentaires, tout en expulsant de force les anciens détenus et les chômeurs de la capitale. En outre, ceux qui ont commis des crimes « non socialistes » tels que la prostitution, la drogue et la fraude peuvent être expulsés de force, parfois avec leurs familles. Il existe également des cas où des habitants des zones frontalières ont été déplacés de force pour renforcer le contrôle des frontières. Vers 2015, les autorités nord-coréennes ont déplacé de force environ 200 ménages vivant dans la zone frontalière de la ville de Samjiyeon et démoli leurs maisons.

« Une mère a été expulsée vers une autre région pour la raison que son fils avait été accusé de fraude. Une femme qui dirigeait une affaire de prostitution a été arrêtée et exécutée, et son fils a été expulsé »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 126

06

Mépris de la vie

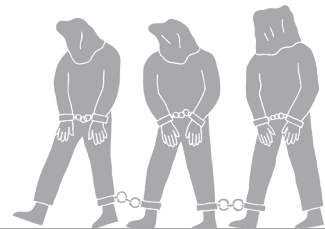
« La surveillance est généralisée, les arrestations et détentions arbitraires sont fréquentes et les sanctions pour crimes politiques sont sévères »

Rapport sur la liberté dans le monde 2023, mars 2023

« Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit est protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie. »

Le droit humain à la vie, tel que stipulé à l'alinéa 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, est le droit humain le plus élevé et une condition préalable à d'autres droits. La Corée du Nord, en tant que partie au Pacte, a également l'obligation de protéger le droit à la vie de ses citoyens. Elle prétend que le droit à la vie est protégé par la loi et les agences d'État, mais en réalité cela n'est pas le cas.

Des arrestations et détentions arbitraires ou illégales ont lieu en Corée du Nord, en particulier à l'encontre de ceux qui ont critiqué le système, insulté le chef et tenté de se rendre en Corée du Sud ou se sont livrés à des activités religieuses. Ces dissidents sont envoyés dans des camps de prisonniers politiques sans passer par les procédures légales.



« En janvier 2016, à Hyesan, ville de la province de Yanggang, mon fils a été emmené par un homme non identifié sans qu'on lui ait indiqué la raison de l'arrestation ni les faits du crime commis. Il a été interrogé pendant plusieurs jours avant d'être relâché. »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 81

Les personnes privées de liberté en raison d'un crime ont également droit à un traitement humain. Cependant, les prisonniers dans les centres de détention nord-coréens tels que les centres correctionnels et les camps de rééducation par le travail doivent endurer des violences arbitraires et des traitements sévères, et les conditions nutritionnelles, sanitaires et médicales sont tellement déplorables que souvent, les prisonniers meurent.

« Lorsque j'étais incarcéré dans un centre de détention entre 2018 et 2019, on me donnait comme repas une poignée de maïs avec de l'eau salée, et la qualité de la nourriture était telle que même un chien ne pouvait pas la manger »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 107

Bien que le droit pénal et le droit de procédure pénale nord-coréens contiennent des stipulations sur la torture et les traitements inhumains, de graves violations des droits humains, telles que la torture et les actes de violence, surviennent lors des cas des affaires pénales.

« J'ai été torturé en forme d'avion lors de l'enquête du Ministère de la Sécurité de l'État. La torture en forme d'avion consiste à se tenir face à un mur, à se pencher, à appuyer l'arrière de sa tête contre le mur, à lever les deux bras et à appuyer le dos des mains contre le mur. Si vous faites le moindre mouvement, vous êtes abattu sans pitié. »

Rapport sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 71

Afin de susciter la vigilance de la population, les autorités nord-coréennes procèdent à des exécutions publiques pour des motifs politiques et idéologiques, des activités superstitieuses, des affaires de drogue et de meurtres, et le visionnage et la diffusion de vidéos sud-coréennes. En outre, des exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires sont fréquemment pratiquées par les autorités publiques, et même des mineurs sont exécutés.

« Depuis que Kim Jong-un a pris le pouvoir, des cas de meurtres et d'exécutions de personnalités de haut rang telles que Kim Jong-nam et Jang Song-taek ont été continuellement confirmés »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 48

« En 2018, deux habitants ont été exécutés publiquement pour superstitions et actes religieux au bord de la rivière de la ville de Cheongjin. L'un était un mineur de moins de 18 ans. En 2015, six mineurs âgés de 16 à 17 ans, diplômés d'un collège prestigieux, ont été condamnés à mort et immédiatement abattus au stade Wonsan pour avoir commis le crime de regarder des vidéos sud-coréennes et consommé de l'opium. »

Rapport sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 381

Kim Jong-un aurait été impliqué dans l'assassinat de son demi-frère, Kim Jong-nam, et dans l'exécution de Jang Song-thaek, son oncle par alliance.



PHOTOGRAPH SOURCE

「La source de la photographie : Journal de travail(Rodong Sinmun)」, 13 décembre 2013

07

Camps de prisonniers politiques



Les conditions de nutrition, d'hygiène et sanitaires dans les camps de prisonniers politiques de Corée du Nord sont graves. Dans les camps, des passages à tabac, des tortures par l'électricité et par l'eau sont infligées, et les enfants sont soumis au travail forcé pendant plus de 12 heures et ne reçoivent même pas d'éducation.

Rapport américain sur les droits de l'homme 2022, par pays, mars 2023



Un ensemble complet de violations des droits de l'homme

La Corée du Nord a recours à des camps de prisonniers politiques comme moyen de régner pour maintenir le régime depuis l'ère de Kim Il-sung. Les camps de prisonniers politiques peuvent littéralement être qualifiés d'un ensemble complet de violations des droits humains commises par les autorités nord-coréennes, des violations graves des droits humains étant perpétrées contre les prisonniers. C'est la raison pour laquelle les citoyens nord-coréens ont une grande peur des camps de prisonniers politiques. Selon les données publiées en 2013 par l'Institut coréen pour l'Unification nationale [KINU](#), entre 80 000 et 120 000 prisonniers politiques ont été emprisonnés dans des camps de prisonniers politiques, dont les camps n° 14 et n°18 de Gaecheon-si, dans la province de Pyongan du Sud, le camp n° 16 à Hwaseong-gun dans la province du Hamgyong du Nord et le camp n° 25 à Chongjin-si dans la province du Hamgyong du Nord. Cependant, en 2019, les autorités nord-coréennes ont officiellement nié l'existence de camps de prisonniers politiques, affirmant dans le troisième Examen périodique universel qu'il n'existait pas de terme tel que « prisonniers politiques » ou « camps de prisonniers politiques ».

En vertu de l'alinéa 1 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils

et politiques, « tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a le droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil ». Cependant, la Corée du Nord ne garantit pas le droit à un procès équitable, et surtout dans les cas où les personnes sont considérées comme une menace pour le régime, elles sont envoyées dans des camps de prisonniers politiques sans procédures de procès officiel. En outre, un système de culpabilité par association est appliqué pour punir non seulement les prisonniers politiques eux-mêmes, mais également les membres de leur famille voire même leurs proches.

Vie sous-humaine

Les raisons les plus courantes d'être envoyé dans un camp de prisonniers politiques incluent des problèmes liés à la dissidence politique *par exemple, l'opposition au système, le mépris au chef suprême, l'espionnage, les activités religieuses, la corruption des personnes au pouvoir et la défection* et à la Corée du Sud. Si une personne s'oppose au régime nord-coréen ou critique Kim Jong-un, elle sera envoyée dans un camp de prisonniers politiques. On a observé des cas où des personnes autorisées à faire des affaires en Chine ont été envoyées dans des camps de prisonniers politiques sous l'accusation de l'espionnage parce qu'elles avaient fait du commerce avec les sud-coréens et livré des journaux et des magazines nord-coréens en Chine. En Corée du Nord, où la religion n'est pas autorisée, les activités religieuses constituent également un motif d'envoi dans des camps de prisonniers politiques.

« Si vous déformez les propos de Kim Jong-un ou appliquez sa politique de manière inexacte, vous serez détenu dans un camp de prisonniers politiques »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 456

Il existe de nombreux cas où des personnes sont détenues dans des camps de prisonniers politiques en raison de problèmes liés à la Corée du Sud. Il s'agit notamment de cas où les personnes reçoivent de l'argent de la Corée du Sud ou passent des appels téléphoniques vers elle ou encore tentent de s'y rendre, agissent en tant qu'intermédiaire pour organiser des déplacements vers la Corée du Sud, contactent une personne sud-coréenne ou font des commentaires bienveillants sur la Corée du Sud, ou encore fournissent des documents ou des informations importants à la Corée du Sud.

Dans les camps de prisonniers politiques, les prisonniers sont traités de manière inhumaine, au point qu'on les traite de « fourmis ouvrières ». Des exécutions arbitraires sont commises dans les camps par des agents de sécurité sans procédure légale, pour des raisons telles que la transgression de la discipline ou la désobéissance aux ordres. La violence et les mauvais traitements sont généralisés, et les conditions nutritionnelles, sanitaires et médicales sont médiocres, causant de graves souffrances aux prisonniers. Dans les camps, même le droit de la famille, qui sont des droits humains fondamentaux, sont bafoués. Il existe également des témoignages selon lesquels les parents et les frères et sœurs ne peuvent pas vivre ensemble, de même que les couples mariés, le mariage et l'accouchement étant interdits. Les couples sont obligés de travailler alternativement de jour et de nuit pour empêcher toute relation conjugale.

« En avril 2016, un prisonnier arrêté alors qu'il s'échappait du centre correctionnel de Hamheung a été publiquement exécuté par un peloton d'exécution sans aucune procédure formelle de procès »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 47



PHOTOGRAPH SOURCE

아리랑day, "Actual footage of North Korean defectors caught in the act"

15 novembre 2020

<http://www.youtube.com/watch?v=qgVWfaXLvig>

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS DES NORD-CORÉENS À L'ÉTRANGER

01

Les transfuges nord-coréens en Chine

« Nous soulignons avec inquiétude que la Chine considère les transfuges nord-coréens comme étant des immigrants illégaux et rapatrie de force certains d'entre eux, et que les enfants nés de femmes nord-coréennes en Chine sont privés de leurs droits à l'enregistrement de leur naissance et de leur nationalité, à l'éducation et aux soins médicaux.

Rapport de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), mai 2023

Au-delà du panoptique

Alors que la pénurie alimentaire en Corée du Nord persiste depuis le milieu des années 1990, le nombre de personnes traversant illégalement la frontière nord-coréenne pour s'installer en Chine a augmenté. En général, il y a beaucoup plus de femmes transfuges nord-coréennes que d'hommes, car en Corée du Nord, les femmes qui sont responsables des tâches ménagères sont relativement moins surveillées que les hommes, qui doivent aller travailler. L'un des problèmes auxquels sont confrontés les transfuges nord-coréens en Chine est la traite des êtres humains. La plupart des cibles du trafic humain organisé sont des femmes, mais les hommes en sont également victimes et sont envoyés vers des régions reculées de Chine où la main d'œuvre est nécessaire. La plupart des femmes

nord-coréennes sont vendues à la Chine sans savoir qu'elles sont les victimes d'un trafic, mais il existe aussi des femmes qui se vendent à contrecœur parce qu'elles n'ont pas les moyens de s'enfuir. Il arrive en particulier que des personnes soient obligées de se vendre parce qu'elles pensent que la traite des êtres humains est le seul moyen de fuir la Corée du Nord tandis que les contrôles des défections nord-coréennes ont été renforcés depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un.

Les transfuges nord-coréennes, qui font l'objet d'un commerce en Chine, sont parfois forcées de se prostituer dans des bars de karaoké et des établissements de divertissement, et sont parfois vendues aux Chinois comme partenaires de mariage ou comme objets pour satisfaire leurs désirs sexuels. La plupart de ces victimes de trafic sous forme de mariage forcé vivent sous la surveillance de leur mari, des membres de leur famille et de leurs voisins, et souffrent d'abus sexuels, de violence, de l'alcool et des jeux d'argent de leur conjoint. Même si elles échappent à la surveillance, il est impossible pour une Nord-coréenne qui ne parle pas chinois de gagner sa vie seule. C'est ainsi qu'elle réalise qu'il n'y a pas d'autre alternative que d'épouser un Chinois. En Chine, les transfuges nord-coréens sont exposés à la menace d'un rapatriement forcé en raison de leur statut instable. C'est la principale raison pour laquelle les transfuges n'ont d'autre choix que d'accepter de diverses violations des droits de l'homme telles que la traite des êtres humains, la violence conjugale et l'exploitation par le travail.

Violence incontournable

Les transfuges nord-coréens rapatriés de force depuis la Chine sont confrontés à une enquête du ministère de la Sécurité de l'État et, ce faisant, de violations des droits humains, telles que la torture et la maltraitance. Les sanctions contre les personnes rapatriées de force ont notamment été renforcées depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un. Les contacts avec des chrétiens ou les tentatives de fuite en Corée du Sud depuis la Chine sont considérés comme des crimes graves et sont passibles de travaux forcés ou d'envois dans des camps de prisonniers politiques sans procès. La communauté internationale exhorte les autorités

chinoises à interdire le rapatriement forcé des transfuges nord-coréens sur la base de la Convention contre la torture et de la Convention relative au statut des réfugiés, mais la Chine ne fait que réitérer sa position selon laquelle les transfuges nord-coréens sont des personnes en situation irrégulière ou des migrants économiques, et non des réfugiés.

Les femmes transfuges nord-coréennes rapatriées de force subissent de graves violations de leurs droits humains au cours du processus de rapatriement et d'enquête. Les abus les plus graves incluent l'avortement forcé et les traitements inhumains. Si une transfuge nord-coréenne tombe enceinte de l'enfant d'un Chinois pendant son séjour en Chine, les autorités nord-coréennes la forcent à avorter en utilisant des médicaments, une opération de curetage, etc. Des violences sexuelles contre des femmes transfuges nord-coréennes rapatriées de force se produisent également dans les centres de détention. Des fouilles à nu sont fréquemment menées sur les femmes rapatriées de force et emprisonnées dans des centres de détention, pour trouver de l'argent, des lettres confidentielles ou des documents confidentiels et, ce faisant, des examens utérins humiliants et insalubres sont également effectués.

« En décembre 2016, une codétenue enceinte de quatre mois a été contrainte d'avorter dans un centre de détention à Hyesan, ville de la province de Yanggang, et a été mobilisée de force pour travailler le bois peu après avoir subi un curetage, ce qui a rendu la tâche très difficile pour elle. »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 377

« Une femme qui a été rapatriée de force en Corée du Nord en 2017 a subi un examen de l'utérus par une agente de sécurité à Onseong-gun, petite ville de la province du Hamgyong du Nord. Comme la fouille corporelle n'a trouvé aucun objet, elle a été contrainte de s'asseoir et se lever (ce que l'on désigne par « pompage ») à plusieurs reprises, et de prendre des repas pour déféquer, puis l'examen a pu reprendre. »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 378

PHOTOGRAPH SOURCE
Kang Dong-wan professor at Dong-A University



02

Des travailleurs nord-coréens envoyés à l'étranger



La majorité des travailleurs nord-coréens
à l'étranger se trouvent en Russie et en Chine.
Bien qu'ils travaillent jusqu'à 20 heures par jour,
ils reçoivent un salaire mensuel de 270 000 à 900 000 wons,
soit moins de la moitié des travailleurs chinois,
et 70 à 90% de ce montant doivent être restitués
au régime nord-coréen.

Rapport américain sur les droits de l'homme 2022: Corée du Nord, mars 2023



Vache à lait pour le régime dictatorial

Malgré les sanctions de l'ONU, la Corée du Nord continue d'envoyer des travailleurs dans plus de 40 pays, dont la Chine et la Russie, pour obtenir des devises. Le montant des devises étrangères entrant en Corée du Nord par l'intermédiaire de ces travailleurs est estimé à des centaines de millions de dollars par an. Le 11 septembre 2017, le Conseil de sécurité de l'ONU a restreint la délivrance de nouveaux permis pour les travailleurs nord-coréens relevant de la juridiction des États membres de l'ONU en vertu de la résolution n° 2375 dans le cadre des sanctions contre la série d'essais nucléaires et de missiles de la Corée du Nord. Et le 22 décembre 2017, en vertu de la résolution n° 2397, il fut décidé de rapatrier les travailleurs nord-coréens séjournant dans chaque pays dans un délai de 24 mois. Cependant, on estime qu'un nombre important de Nord-coréens est toujours envoyé comme travailleurs en Chine, en Russie, au Moyen-Orient et au Laos.

La possibilité de s'échapper au contrôle des autorités nord-coréennes depuis leur lieu de travail représente le critère principal dans la sélection des

travailleurs à l'étranger. Par conséquent, les personnes qui ne sont pas mariées, qui ont des parents à l'étranger ou qui n'ont pas d'enfants sont exclues de la sélection. Les travailleurs étrangers sont sélectionnés et vérifiés par diverses agences, et il est essentiel d'offrir des pots-de-vin au cours de ce processus.

Prisons sans clôture

Les travailleurs nord-coréens à l'étranger sélectionnés selon ce processus souffrent d'un travail excessif. Un résident nord-coréen, ancien travailleur à Magadan, en Russie, jusqu'en 2014, a indiqué qu'il avait travaillé 16 heures par jour. Un autre résident nord-coréen qui avait travaillé en tant que plâtrier dans une entreprise nord-coréenne de construction à Moscou de 2010 à 2017 a témoigné que son horaire de travail avait été de 8h00 à 22h00, même dans le week-end. Un résident nord-coréen envoyé en Mongolie comme ouvrier du bâtiment de 2016 à 2019 a également témoigné qu'il avait dû travailler de 8 heures à 22 heures et avait eu peu de temps pour se reposer, sauf pour déjeuner. Il a aussi rapporté qu'il n'y avait pas eu de jours de congé, même durant les jours fériés ou les week-ends.

Lorsqu'ils sont envoyés à l'étranger, les travailleurs nord-coréens sont soumis à une surveillance et à un contrôle stricts de la part des autorités nord-coréennes. La vie des travailleurs à l'étranger est surveillée par les agents du ministère de la Sécurité de l'État envoyés avec eux ou par les responsables des entreprises nord-coréennes auxquelles ils appartiennent. Les travailleurs nord-coréens à l'étranger qui vivent en communauté doivent assister à des séances de Bilan de vie *saenghwal-chonghwa* dans le dortoir de l'entreprise, faire inspecter leurs affaires personnelles deux à trois fois par semaine et ne sont pas autorisés à posséder de téléphones portables. Les travailleurs à l'étranger peuvent être punis ou rapatriés de force en Corée du Nord s'ils adoptent un comportement déviant. Les actes les plus sévèrement réprimés sont l'écoute de la radio ou d'une émission de télévision sud-coréenne. Les travailleurs ne peuvent en principe pas sortir seuls et n'ont théoriquement pas le droit d'entrer en contact avec des tiers. Seuls le responsable du site et l'interprète sont autorisés à contacter des personnes extérieures.

« Les travailleurs nord-coréens qui travaillent dans des usines en Chine n'ont pas le droit de sortir, et ce, depuis plus de deux ans, et sont soumis à un travail extrêmement intense qui couvre plus de 12 heures par jour »

février 2022, Daily NK

Les travailleurs nord-coréens à l'étranger doivent reverser une grande partie de leur rémunération aux autorités nord-coréennes. En outre, le reste des gains est extorqué par des organisations supérieures affiliées et des entreprises locales. Un transfuge nord-coréen, ancien ouvrier du bâtiment en Russie, a témoigné qu'à l'époque, après avoir payé 600 dollars au gouvernement tous les mois, il lui avait été resté environ 230 dollars par mois. Un transfuge nord-coréen, ancien travailleur en Europe de l'Est jusqu'au début 2018, a indiqué que son salaire mensuel avait été d'environ 500 dollars, mais que le montant enregistré comme étant son propre salaire avait été d'environ 150 à 200 dollars. Il a pensé que le reste avait été versé aux autorités nord-coréennes.



Les mains rudes des travailleurs nord-coréens à l'étranger

PHOTOGRAPH SOURCE

Kang Dong-wan professor at Dong-A University

LES DIFFÉRENTES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS COMMISES PAR LE RÉGIME NORD-CORÉEN

01

Prisonnier de guerre sud-coréens

« Prenant note avec inquiétude des allégations concernant la persistance des violations des droits humains de prisonniers de guerre non rapatriés et de leurs descendants, ainsi que de la question des ressortissants d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies détenus en République populaire démocratique de Corée, sans qu'aucune information ne soit disponible sur leur état de santé ou les conditions de leur détention.

52e résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur les droits de l'homme sur la Corée du Nord, avril 2023

»

Bien que le rapatriement des prisonniers de guerre ait été convenu dans l'accord d'armistice de la guerre de Corée signé le 27 juillet 1953, On considère qu'un nombre important de prisonniers de guerre n'ont pas été rapatriés en Corée du Sud et ont été détenus en Corée du Nord, parce que seules 8 343 prisonniers sont rapatriés alors que le commandement des Nations unies estime qu'environ 82 000 soldats sont disparus pendant la guerre de Corée, La Corée du Nord maintient sa position selon laquelle tous les prisonniers de guerre ont été rapatriés et qu'il n'y a pas un seul prisonnier de guerre en détention forcée. En septembre 2022, 80 prisonniers de guerre ont fui la Corée du Nord et sont rentrés en Corée du Sud, et le nombre de membres de famille des prisonniers de guerre ayant fait défection de la Corée du Nord s'est élevé à environ 430.

Selon les témoignages des prisonniers de guerre de retour, il semblerait que les prisonniers de guerre aient été réintégrés dans l'armée populaire pendant la guerre de Corée ou aient été déployés en masse dans les mines de charbon, les entreprises et les zones rurales, et mobilisés pour des travaux forcés. Après l'armistice, les prisonniers de guerre ont été détenus dans le camp n° 25 de Chongjin. En juin 1956, ils ont reçu des cartes de citoyenneté et ont été libérés du camp de concentration pour réintégrer la société. Cependant, la plupart d'entre eux ont été placés dans des mines de charbon dans les provinces du Hamgyong du Nord et du Sud. La raison repose sur le fait que les mines de charbon étaient faciles à surveiller et à contrôler. Les prisonniers de guerre affectés comme ouvriers dans les mines de charbon travaillaient en deux équipes de 12 heures par jour, et on estime que le nombre de prisonniers de guerre affectés aux mines de charbon dans la province du Hamgyong du Nord à un moment donné s'élevait entre 1 100 et 1 200.

Le travail forcé des prisonniers de guerre constitue une violation des Conventions de Genève. Selon la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949 [Convention de Genève III](#), « les prisonniers de guerre doivent être traités en tout temps avec humanité » [article 13](#) et « [devront] bénéficier de conditions de travail convenables » [article 51](#). Cette même Convention stipule en outre qu'« aucun prisonnier de guerre ne pourra être employé à des travaux de caractère malsains ou dangereux » [article 52](#). Par ailleurs, le travail forcé des prisonniers de guerre constitue une violation de l'alinéa 3 de l'article 8 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques [PIDCP](#), qui stipule que « nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire ».

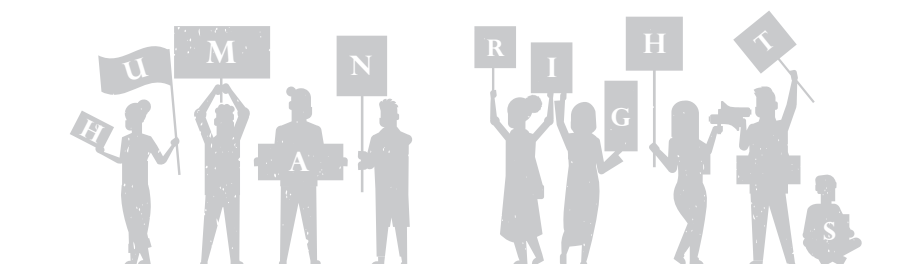
En Corée du Nord, les prisonniers de guerre souffrent d'oppression et de discrimination sociale dans leur vie quotidienne en raison de leur origine. Dans de nombreux cas, ils ne révèlent pas le fait qu'ils sont d'anciens prisonniers de guerre, de peur que leurs antécédents n'affectent leurs enfants. Les prisonniers de guerre rapatriés expliquent qu'ils étaient limités dans leur choix de zone de résidence et de lieu de travail lorsqu'ils étaient détenus en Corée du Nord, et que leurs enfants éprouvaient des difficultés à adhérer au Parti travailliste, à aller à

l'université et à choisir un emploi. Il existe des témoignages indiquant que les prisonniers de guerre n'étaient pas en mesure de rejoindre le Parti des travailleurs ou de devenir des membres du parti et que même si leur enfants avaient d'excellentes notes académiques, ils n'étaient pas recommandés pour l'admission à une université.

« Toutes les personnes victimes de disparition forcée sont placées sous stricte surveillance et sont privées de possibilités d'éducation ou d'emploi »

Livre blanc sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 536

Le gouvernement sud-coréen continue de faire une proposition à la Corée du Nord de communiquer la situation actuelle des prisonniers de guerre – s'ils sont encore vivants ou décédés – et de les rapatrier. Cependant, la Corée du Nord nie l'existence de prisonniers de guerre, ce qui rend difficile la résolution fondamentale des questions connexes. Le nombre de prisonniers de guerre survivant actuellement en Corée du Nord n'est pas connu avec précision. En raison du vieillissement de la population, on estime qu'un nombre important de prisonniers de guerre pourraient être décédés en captivité. En décembre 2022, on ne identifie que 14 prisonniers rapatriés qui sont toujours vivants en Corée du Sud.



02

Enlevés et détenus



Les dirigeants des trois pays ont réaffirmé
leur volonté commune de résoudre immédiatement
le problème des personnes enlevées.

Le Premier ministre Fumio Kishida et le président
Joe Biden ont également exprimé leur soutien à la libération
immédiate des citoyens sud-coréens détenus en Corée du Nord

Déclaration commune de Phnom Penh, novembre 2022



Les enlèvements de Sud-coréens par le régime nord-coréen se sont produits non seulement pendant la guerre de Corée, mais également après la signature de l'accord d'armistice. Le nombre de personnes enlevées par la Corée du Nord pendant la guerre de Corée est estimé entre 2 438 et 82 959. Après l'armistice, des enlèvements de Sud-coréens ont eu lieu entre le milieu des années 1950 et 1970, et le nombre de personnes enlevées a atteint 3 835. Il s'agit notamment de pêcheurs capturés alors qu'ils pêchaient sur les côtes Est et Ouest, de passagers d'avions civils détournés en plein vol, d'adolescents et de citoyens en vacances, de soldats, de garde-côtes, et de Sud-coréens kidnappés à l'étranger. Parmi eux, 3 310 ont été rapatriés en Corée du Sud et 9 ont fui la Corée du Nord après 2000 pour retourner en Corée du Sud. En septembre 2022, le nombre de Sud-coréens enlevés et détenus en Corée du Nord depuis la signature de l'accord d'armistice était estimé à 516.

Certains d'entre eux ont été utilisés pour des émissions contre la Corée du Sud ou la formation des espions. Le 11 décembre 1969, la Corée du Nord détourne un avion KAL transportant 4 membres d'équipage et 47 passagers. Seong Kyeong-hee et Jeong Gyeong-sook, qui étaient personnel de bord de la KAL au moment

des faits, ont été utilisés pour la radiodiffusion contre la Corée du Sud. Les personnes enlevées ont été exploitées comme instructeurs pour former de future espions pour la Corée du Sud et ont également été amenées à s'engager aux opérations clandestines contre la Corée du Sud. Cependant, il est fort probable que les personnes enlevées qui n'étaient d'aucune utilité pour la Corée du Nord ont été envoyées dans des camps de prisonniers politiques pour y être détenues. En janvier 1999, le Service national de renseignements de la Corée du Sud a annoncé que 22 personnes enlevées et transfuges, dont Lee Jae-hwan, étaient détenues dans des camps de prisonniers politiques.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, six citoyens sud-coréens au total sont détenus en Corée du Nord, y compris trois missionnaires chrétiens [Kim Jeong-wook](#), [Kim Guk-ki](#), [Choi Chun-gil](#) ainsi que Ko Hyon-cheol qui a quitté la Corée du Nord pour devenir un citoyen sud-coréen. Les autorités nord-coréennes ne reconnaissent pas le droit des citoyens sud-coréens détenus à l'accès consulaire, qui est un droit en vertu du droit international. En conséquence, il n'a pas pu être confirmé l'emplacement, les conditions de santé et la sécurité des citoyens sud-coréens actuellement détenus en Corée du nord. Depuis le Sommet inter-coréen de 2000, le gouvernement sud-coréen n'a cessé de soulever la question des personnes enlevées en Corée du Nord ainsi que celle des prisonniers militaires. Cependant, la Corée du Nord nie l'existence même des personnes enlevées et maintient sa position selon laquelle il n'y a que « les personnes qui sont entrées volontairement en Corée du Nord ».

Les enlèvements de civils par les autorités nord-coréennes ne visaient pas uniquement les Sud-coréens. La Corée du Nord kidnappe, de façon organisée, des étrangers dans le cadre de sa politique nationale depuis 1950 et refuse de les rapatrier. Le gouvernement japonais a identifié dix-sept victimes d'enlèvements et exige le retour des douze victimes, à l'exception des cinq victimes déjà rapatriées au Japon en octobre 2002. Cependant, la Corée du insiste que les enlèvements ont été totalement résolus puisque parmi les treize personnes enlevées, qu'elle a reconnues, les cinq ayant survécu ont été rapatriées, et huit sont décédées.

La Corée du Nord n'hésite pas non plus à détenir des ressortissants américains. En 2009 et 2010, Euna Lee, Laura Ling et Aijalon Mahli Gomes, ressortissants américains, ont été arrêtés pour l'entrée illégale et l'espionnage puis condamnés aux travaux forcés. Même après l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, Kenneth Bae, un missionnaire américano-coréen, a été condamné aux travaux forcés, accusé d'avoir tenté de renverser le gouvernement par le biais d'activités religieuses. Il a souffert de malnutrition en raison du travail intense et de la nourriture de piètre qualité dans le centre correctionnel, si bien qu'il a perdu plus de 20 kg. L'étudiant américain Otto Warmbier a été arrêté alors qu'il effectuait un voyage en Corée du Nord en 2015. Il a été jugé le 22 janvier 2016 et condamné à 15 ans de travaux forcés. Il a été rapatrié aux États-Unis le 13 juin 2017 dans un état végétatif et est décédé six jours plus tard.

Le rapport de la COI [commission d'enquête sur les droits de l'homme](#) estime que le nombre de victimes de disparitions forcées par la Corée du Nord dépasse largement les 200 000 dans le monde, y compris les enfants. La majorité des disparitions forcées ont été perpétrées par les autorités nord-coréennes dans le but d'exploiter la main-d'œuvre et la technologie, et certaines victimes ont été employées à des fins d'espionnage et d'activités terroristes. Des femmes enlevées en Europe, au Moyen-Orient et en Asie ont été contraintes de se marier avec des hommes d'autres pays. L'enlèvement de civils par les autorités nord-coréennes constitue non seulement une violation des droits individuels, mais aussi un crime grave.



Megumi Yokota
victime d'un enlèvement
(Japon)



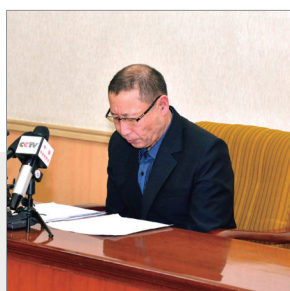
Anocha Panchoi
victime d'un enlèvement
(Thaïlande)



Kim Jeong-uk
Corée du Sud



Kim Kook-gi
Corée du Sud



Choi Chun-gil
Corée du Sud

L'Américain Otto Warmbier a
été détenu en Corée du Nord pendant 17
mois à partir de janvier 2016
pour avoir tenté de voler du matériel
de propagande politique.
Il est décédé tragiquement
en juin 2017.

PHOTOGRAPH SOURCE
「Agence centrale de presse coréenne」
29 février 2016



03

Familles séparées



Pour le peuple de la République de Corée,
les citoyens nord-coréens ne sont pas de simples étrangers.
Des millions de Sud-coréens ont encore des membres de
leur famille au Nord. Même si nous ne
pouvons pas entendre directement leurs voix et
que la douleur de la division est une dure réalité,
nous sommes conscients qu'ils ne sont qu'à
quelques centaines de kilomètres d'ici.

Oh Joon, ancien ambassadeur sud-coréen aux Nations Unies, décembre 2014



Dans la péninsule coréenne, il existe des familles séparées dispersées dans les deux Corées pour diverses raisons, telles que l'enlèvement, le non-retour des prisonniers de guerre, l'internement, etc. Elles ne sont pas incapables d'échanger librement des lettres, de se réunir ou même de confirmer si les membres des familles sont vivants ou morts. Les familles séparées voient leur droit à l'unité familiale violé, alors qu'il est inscrit dans le droit humanitaire international. La Déclaration universelle des droits de l'homme et les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme stipulent que les hommes et les femmes en âge nubile ont le droit de se marier et de fonder une famille, et que l'État doit protéger la famille.

Alors que la partition de la Corée persiste, la première génération de personnes séparées vieillit et le nombre de décès augmente rapidement. Au 30 avril 2023, le nombre de personnes enregistrées souhaitant rencontrer les membres de leur famille au Nord était de 133 678, dont 41 423 survivants et 92 255 décédés. Sur les 41 423 survivants, 67,2% étaient âgés de 80 ans ou plus, dont 12 979 **31,3%**

étaient âgés de 90 ans ou plus, et 14 867 35,9% âgés de 80 à 89 ans. Leur temps est compté.

Le gouvernement sud-coréen a tenté de résoudre le problème des familles séparées au moyen de pourparlers inter-coréens de la Croix-Rouge et de discussions ministérielles, mais aucune avancée n'a abouti en raison de l'absence de réaction du Nord. En septembre 2022, Kwon Young-se, le ministre de l'Unification, a proposé à la Corée du Nord d'avoir une réunion pour aborder la question des familles séparées entre les autorités nord-coréennes et sud-coréennes, mais la Corée du Nord n'a même pas voulu recevoir la lettre de notification.

Les autorités nord-coréennes gèrent et contrôlent les citoyens en les catégorisant en trois classes : la foule de base, la foule complexe et le reste en classe hostile. En Corée du Nord, les familles séparées sont catégorisées comme des « transfuges » ou des « familles de transfuges » et sont gérées selon l'appartenance à la catégorie de « foule complexe ». Les personnes classées dans cette catégorie font l'objet de discriminations dans la vie sociale, notamment en matière d'emploi, d'éducation, de logement et de service militaire. Elles ne peuvent pas adhérer au Parti des travailleurs ni rejoindre l'armée, et elles font également l'objet de discrimination sociale dans des domaines tels que l'accès à l'université ou le mariage. Un transfuge nord-coréen a rapporté que les enfants de familles ayant fait défection vers la Corée du Sud ou ayant fait l'objet d'un échange de prisonniers pendant la guerre de Corée ne pouvaient même pas rêver de devenir cadres et que pour les femmes, la meilleure opportunité était de travailler dans une usine et de se marier à un homme respectable. Les familles de transfuges sont également soumises à une surveillance constante de la part des autorités nord-coréennes. Un transfuge nord-coréen qui a fait défection en 2016 a indiqué qu'après avoir découvert que son grand-père paternel était vivant en Corée du Sud grâce au programme de recherche des familles séparées en 2006, il avait été suivi et surveillé par les autorités nord-coréennes pendant 10 ans. Incapable de supporter cette situation, il a décidé de s'enfuir de la Corée du Nord.

« J'ai rencontré ma tante sud-coréenne à l'hôtel Geumgangsán lors d'une réunion pour les familles séparées. À partir de ce moment-là, les agents de sécurité sont venus fréquemment chez nous et nous ont maltraités, et l'Unité populaire nous a également surveillés. Mon frère aîné travaillait dans une entreprise d'électricité militaire, mais il a été licencié une dizaine de jours plus tard. »

Rapport sur les droits de l'homme en Corée du Nord, p. 444

PHOTOGRAPH SOURCE
「Nocutnews」, 20 août 2018



La voix des sans voix

Rapport sur les droits de l'homme
en Corée du Nord

03

**EFFORTS DE LA
COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE
POUR AMÉLIORER
LES DROITS
DE L'HOMME
EN CORÉE DU NORD**



La voix
des
sans voix

3 Efforts de la communauté internationale pour améliorer les droits de l'homme en Corée du Nord



Les États membres de l'ONU doivent continuer à soutenir la résolution de la situation des droits humains en République populaire démocratique de Corée, notamment en explorant des moyens de soutenir le travail des ONGs qui cherchent à promouvoir les droits humains des femmes.

Rapport d'Elizabeth Salmón, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, avril 2023

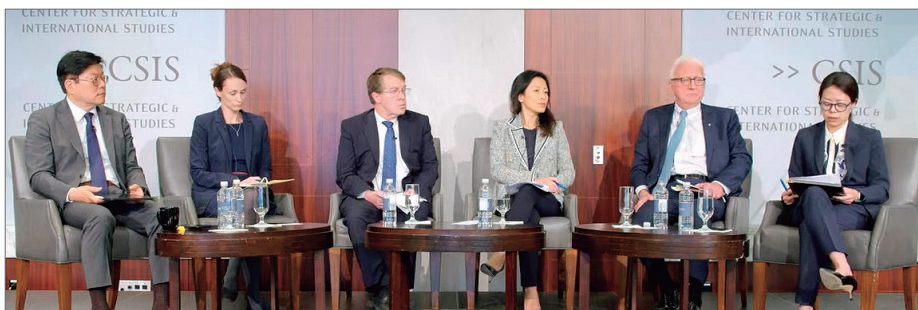


La communauté internationale n'a cessé d'exprimer sa préoccupation face aux graves violations des droits de l'homme en Corée du Nord et a exhorté les autorités nord-coréennes à améliorer les droits humains. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté des résolutions sur les droits de l'homme en Corée du Nord pendant 18 années consécutives depuis 2005, et le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a adopté des résolutions sur les droits de l'homme en Corée du Nord pendant 21 années consécutives depuis 2003. Cela souligne les préoccupations de la communauté internationale concernant la grave situation des droits de l'homme en Corée du Nord. En outre, des efforts sont déployés pour clarifier les responsabilités des autorités nord-coréennes en matière de

PHOTOGRAPH SOURCE
UNHCR homepage
(www.unhcr.co.kr)

violation des droits de l'homme, et certains pays ont recours aux sanctions contre le pays pour lui demander fermement d'améliorer ces droits en question. Actuellement, la libre circulation de l'information vers la Corée du Nord est soulignée comme le moyen le plus important pour améliorer les droits de l'homme dans le pays et la séparation involontaire des familles, y compris la situation des familles séparées et des détenus, est considérée comme une violation des droits humains. Cela doit être résolu du point de vue des droits de l'homme.

En 2004, l'ONU a établi le mandat du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, conformément aux résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme des Nations unies, dont le mandat a pour but d'enquêter et analyser sur la situation des droits de l'homme en Corée du Nord et d'en rendre compte à l'Assemblée générale des Nations unies et au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. En août 2022, Elizabeth Salmón a été nommée 4e rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée. En mars 2013, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a créé la Commission d'enquête **COI** sur les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, conformément à la résolution, et en juin 2015, le Bureau des droits de l'homme des Nations unies à Séoul a également été créé. Ces efforts de l'ONU sont liés à la clarification des responsabilités d'État en matière de violations des droits humains. En particulier, la COI chargée d'enquêter sur les droits de l'homme en Corée du Nord a souligné, dans son rapport publié en



PHOTOGRAPH SOURCE

CSIS homepage

(www.csis.org/events/north-korean-human-rights-and-international-cooperation-forward-after-un-commission)

février 2014, que des violations généralisées et graves des droits de l'homme ont été commises par le pays, indiquant clairement que les autorités nord-coréennes en sont responsables. En outre, la responsabilité pénale du chef suprême, Kim Jong-un, a également été évoquée.

Les pays occidentaux, dont les États-Unis, intensifient les sanctions contre les institutions et les individus nord-coréens qui commettent des violations des droits humains envers des citoyens nord-coréens, et ce, dans le but d'améliorer effectivement ces droits en Corée du Nord. Les États-Unis imposent des sanctions aux auteurs de violations des droits de l'homme en Corée du Nord en se fondant sur la « Loi sur les sanctions et l'amélioration de la politique de la Corée du Nord [North Korea Sanctions and Policy Enhancement Act](#) » et sur le « Décret présidentiel 13722 [Executive Order 13722](#) », les deux adoptés en 2016. Le Royaume-Uni a promulgué la « Loi sur les sanctions et la lutte contre le blanchiment d'argent » en 2018 et les « Règles mondiales de sanctions en matière de droits de l'homme » en 2020, et l'Union européenne a également adopté le « Cadre mondial de sanctions en matière de droits de l'homme » en 2020.

La Corée du Nord estime que la libre circulation des informations extérieures constitue une menace sérieuse pour la régime autoritaire et contrôle minutieusement les contacts des résidents avec les informations extérieures. En revanche, la communauté internationale considère que la libre circulation des informations vers les citoyens nord-coréens constitue un raccourci en faveur de l'amélioration des droits de l'homme dans le pays et en souligne la nécessité. Pour résoudre les problèmes des droits de l'homme en Corée du Nord, les États-Unis ont promulgué la « Loi sur les droits de l'homme en Corée du nord » en 2004 et l'ont réaffirmée à trois reprises en 2008, 2012 et 2018. En vertu de cette loi, les États-Unis étendent leur soutien financier aux associations civiles qui mènent des activités de transmettre des informations en Corée du Nord, comme la radiodiffusion contre la Corée du Nord. Ils ont aussi déployé des efforts pour élargir la libre circulation des informations dans le pays en mettant l'accent sur la promotion de la liberté de l'information en Corée du Nord et sur la réponse à la censure et à la surveillance dans le cadre de la « Loi de 2021 sur la lutte contre

la censure et la surveillance nord-coréennes en réponse à l'affaire Otto Warmbier » promulguée en décembre 2022.

L'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme soulignent que la situation des familles séparées constitue un problème urgent et important et la considèrent comme une violation des droits de l'homme. Les États-Unis ont adopté la « Loi sur la réunification des familles divisées » en décembre de l'année dernière. Cette loi précise que le gouvernement américain devrait coopérer avec le gouvernement sud-coréen pour offrir aux familles coréo-américaines séparées après la signature de l'accord d'armistice la possibilité de revoir les membres de leurs familles en Corée du Nord, notamment par le biais de l'appel en visio. Les Nations unies accordent une grande attention au problème des prisonniers de guerre et aux autres détenus depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un. Dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2021 sur les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, des inquiétudes ont été exprimées pour la première fois concernant les violations des droits de l'homme des prisonniers de guerre non restitués. En tant que partie à la « Convention de Vienne », la Corée du Nord doit garantir les droits des détenus dans son pays, y compris le droit à l'accès consulaire.

Michael Kirby

Commission d'enquête de l'ONU
sur les droits de l'homme en
République populaire
démocratique de Corée (RPDC)
– Conférence de presse
Genève, 17 février 2014



Elizabeth Salmón

Rapporteuse spéciale
sur la situation des
droits de l'homme
en République
populaire
démocratique
de Corée



La voix des **sans voix**

Rapport sur les droits de l'homme
en Corée du Nord

For more information about human rights in North Korea,
visit our official homepage.

www.kinu.or.kr

La voix des **sans voix**

66
Rapport sur les **droits de l'homme**
en Corée du Nord

99

